

PLUS

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 21 AVRIL 2001

Les 2000 délégués du Sommet des peuples, cette semaine à Québec, avaient tous une histoire à raconter. Des histoires souvent tristes, parfois déchirantes, qui parlent de chômage, de misère, de graves problèmes sociaux. Notre journaliste KATIA GAGNON a rencontré trois délégués, Marta Ojeda du Mexique, Marta Buritica de Colombie et Terrence Cover de la Jamaïque, qui craignent tous qu'une éventuelle Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) aggrave encore des problèmes déjà criants dans leur pays respectif. Ils nous racontent ces petites histoires de la mondialisation.

Trois petites histoires



PHOTOS MRATIN CHAMBERLAND, La Presse

« Les zones franches, c'est comme une mafia », dit Marta Ojeda.

Vingt ans dans les maquiladoras

ELLE A ASSEMBLÉ les pièces de nos téléviseurs, nos lumières de Noël, les sarraus qui portent les médecins dans nos hôpitaux, les cassettes qu'écoutent nos enfants. Elle a vu des hommes aux mains déformées par le travail répétitif d'une vie, elle a vu des enfants naître sans cerveau à cause des produits chimiques dangereux que leurs mères manipulaient.

Marta Ojeda a vécu mille vies en une seule. Elle a travaillé pendant vingt ans dans les maquiladoras, ces entreprises situées dans les zones franches qui forment une longue ceinture le long de la frontière États-Unis/Mexique, où s'affairent aujourd'hui un million et demi de Mexicains.

Dès l'âge de 15 ans, elle commence à travailler avec sa mère, qui faisait partie de la première génération de travailleurs des zones franches, dans les années 70. Ignorés par leur entreprise, les travailleurs qui réclament de meilleures conditions de travail se mettent en grève. « Ce fut mon premier combat », lance-t-elle. Devant cette mini-révolte, presque impensable à l'époque, l'entreprise ferme purement et simplement ses portes.

M^{me} Ojeda va ensuite travailler chez Johnson & Johnson, où elle fabrique des sarraus et des masques pour les chirurgiens. À cause de la teinture bleue qu'on utilise pour donner de la couleur aux vêtements, tout est bleu dans l'usine. « À l'heure du lunch, notre café était bleu. Nos bouches et nos nez saignaient parce que la teinture était toxique. » Chez Sony, où elle travaille aussi à assembler des cassettes, plusieurs femmes de l'usine mettent au monde des enfants atteints d'une terrible malformation : ils n'ont pratiquement pas de cerveau. « L'entreprise leur a dit que c'est parce qu'elles avaient des problèmes génétiques ou que leur mari était alcoolique », raconte-t-elle.

Après que Sony eut réclamé de ses employés qu'ils travaillent sept jours par semaine, les travailleurs se mettent en grève. Marta Ojeda est aux premiers rangs. « Les policiers sont intervenus. Plusieurs travailleurs se sont retrouvés à l'hôpital, d'autres en prison. » Marta, elle, se retrouve sur la liste noire des entreprises installées dans les maquiladoras. « Les zones franches, c'est comme une mafia. Les grandes entreprises ont le contrôle de toutes les entreprises, de l'épicerie au café en passant par le garage. Si vous vous retrouvez sur la liste noire, vous ne pouvez travailler nulle part. »

Elle part donc pour les États-Unis, s'installe au Texas et s'aperçoit bien vite que d'autres travailleurs des zones franches sont, comme elle, « assoiffés de justice ». Elle fonde donc la « Coalition pour la justice dans les maquiladoras », qui tente de relier les travailleurs mexicains à leurs collègues de la même entreprise employés au Canada et aux États-Unis. « Les gens du Nord qui gagnent 20 \$ de l'heure découvrent les conditions de travail de gens qui gagnent 20 \$ par semaine pour faire le même travail. Bien souvent, c'est le début d'une solidarité internationale », conclut-elle avec un sourire.



« Si nous pouvions nous organiser, la Jamaïque pourrait être un paradis... » dit Terrence Cover.

Les sans-terre de Jamaïque

LA JAMAÏQUE. On pense immédiatement à une mer bordée de cocotiers, un ciel bleu, un hamac et... quelques bouffées illicites. Le paradis, quoi. Mais derrière ce décor de carte postale se cache une dure réalité pour les paysans jamaïcains qui luttent depuis des années pour regagner leurs terres, monopolisées par les grandes entreprises étrangères.

Terrence Cover la connaît, cette réalité. En parcourant l'île dans tous les sens, il rencontre quotidiennement des pères de famille, forcés de laisser femmes et enfants derrière eux pour aller travailler en ville. Ou alors c'est toute la famille qui déménage dans les grands centres urbains et se retrouve le plus souvent sans emploi, dans un logement de misère. Pourquoi ?

Parce que la majorité des terres cultivables, en Jamaïque, sont monopolisées par l'État ou les grandes multinationales étrangères. Les gigantesques plantations de canne à sucre, héritage colonial britannique, sont aujourd'hui devenues d'immenses fermes laitières ou des plantations de bananes. L'État jamaïcain, qui garde encore la main haute sur de larges portions de territoire, préfère bien sûr les céder aux grandes compagnies, génératrices de revenus.

À côté, les petits paysans sans terre ne peuvent même pas cultiver un jardin pour nourrir leur famille. « Des milliers de paysans auraient besoin de ces terres pour rester en vie », explique M. Cover. Dans certaines zones du pays, la situation est si critique que des paysans en révolte ont décidé de squatter les terres détenues par les grandes compagnies. « La vie est extrêmement difficile pour eux parce qu'ils ne peuvent rien planifier, ils n'ont ni équipement ni engrais. »

Dès la fin du XIX^e siècle, les paysans jamaïcains se sont révoltés contre cette situation. Mais jusqu'à présent, ils l'ont fait en vain. Et avec un accord comme la ZLEA, la situation deviendrait probablement pire, craint Terrence Cover, puisque la Jamaïque accorderait encore plus d'avantages aux grandes compagnies pour les attirer sur son territoire. Au détriment de sa population.

Son groupe, le « Trinityville Extension Area Development Committee », qui fait partie d'une large coalition rurale, lutte pour l'adoption d'un Plan national des terres, qui mettrait sur pied ce que nous connaissons ici comme le zonage agricole. « Bien sûr, certaines zones appartiendraient aux grandes compagnies. Bien sûr, il y aurait toujours des terres de la Couronne, où on veut protéger les forêts. Mais il y aurait aussi de la place pour le petit paysan et sa famille. À l'heure actuelle, il n'y a aucune gestion publique des terres. »

Il faut voir les yeux de Terrence briller lorsqu'il parle de la richesse du sol jamaïcain. « Des mangues, des goyaves, le célèbre café des Blue Mountains », lance-t-il en souriant. « Si nous pouvions nous organiser, la Jamaïque pourrait être un paradis, non seulement pour les touristes, mais aussi pour ses habitants. »



Marta Buritica, figure de proue du mouvement féministe colombien.

Jeunes filles vendues pour la prostitution

DANS LA COLOMBIE devenue un véritable champ de bataille, où l'emploi se fait rare, des milliers de jeunes filles répondent chaque année à ces annonces qui leur promettent une brillante carrière de mannequin international. Des voyages elles en feront, c'est vrai. Mais elles seront prises dans le piège d'un puissant réseau de prostitution.

Chaque mois, en Colombie, la police démantèle des réseaux clandestins de prostitution, qui se reforment sans cesse. À tel point que les groupes de femmes affirment que la prostitution est devenue une importante industrie informelle du pays. « Le taux de chômage atteint les 20 % en Colombie. Dans ce contexte, les jeunes femmes n'ont aucune opportunité, ni accès à l'éducation, alors elles tombent dans le piège de ces fausses agences de mannequins », explique Marta Buritica, qui, après un passé sulfureux dans la guérilla armée, est devenue une figure de proue du mouvement féministe colombien.

Les jeunes filles de 13 à 19 ans, souvent analphabètes, n'ont pas pu prendre connaissance des campagnes d'information lancées par les autorités gouvernementales pour les mettre en garde. « Ils font signer aux filles un contrat de trois à cinq ans. Quand elles partent à l'étranger, elles sont convaincues qu'elles vont faire carrière sur les scènes internationales. Mais, arrivées aux États-Unis ou en Asie, elles déchantent rapidement. Et si elles veulent s'enfuir, on menace de tuer leurs familles restées en Colombie », raconte M^{me} Buritica.

La guerre latente qui déchire la Colombie depuis des années, où les échauffourées entre groupes révolutionnaires et paramilitaires font des victimes à chaque semaine, est dévastatrice pour la population, en particulier les femmes qui forment les deux tiers des populations déplacées, témoigne M^{me} Buritica. Elle-même a vécu de près ce drame. Tout récemment, elle a perdu un fils, parti en expédition pour gravir un volcan avec quelques amis. Les membres d'un groupe révolutionnaire armé, convaincus qu'ils avaient affaire à des militaires, les ont fusillés. Purement et simplement. Le visage encore ravagé par le chagrin, M^{me} Buritica s'arrête de parler. « Je ne veux pas en dire plus, j'ai un autre fils, vous comprenez. »

Bref, la population est prise en otage par ces groupes armés. « Les assassinats ne sont plus politiques en Colombie, il s'agit plutôt de délinquance commune. Les forces de changement révolutionnaires attaquent la population civile », raconte-t-elle. Et la ZLEA dans tout ça ? « Nous craignons qu'un tel accord aggrave encore la situation de l'emploi. Depuis cinq ans, 6000 entreprises ont fait faillite ou ont été rachetées par des multinationales en Colombie », dit-elle. Résultat, craignent-elles : des industries « indésirables », comme celles des armes ou de la prostitution, pourraient encore gagner en puissance.



L'ÉCOLE AU SOMMET

LE CYBERRENDEZ-VOUS DES JEUNES DES AMÉRIQUES



5 jeunes journalistes à Québec, 4 langues officielles, 3 journées intenses, 2 correspondants professionnels, la seule agence de presse jeunesse pour le 3^e Sommet des Amériques!

QUELQUES CLICS ET ÇA DEVIENT UN JEU D'ENFANT!
www.cyberpresse.ca/sommet

cyberpresse.ca

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Depuis Seattle, la mondialisation ne se conjure plus simplement au mode économique. Les opposants à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et aux accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont eux aussi tissé des liens qui forment maintenant une vaste toile à l'échelle de la planète. Ils ont leurs vedettes, leurs lieux-cultes et leur petite histoire. Mais tout unis qu'ils soient, ces centaines de groupes ont des objectifs différents et, surtout, leurs tactiques divergent considérablement. Certains, comme le désormais célèbre paysan français José Bové, utilisent à fond les médias pour faire passer leur message de résistance. Ce qui suscite bien des remous dans l'ensemble du mouvement. « Il faudra avancer des contre-propositions au libre-échange au-



KATIA GAGNON

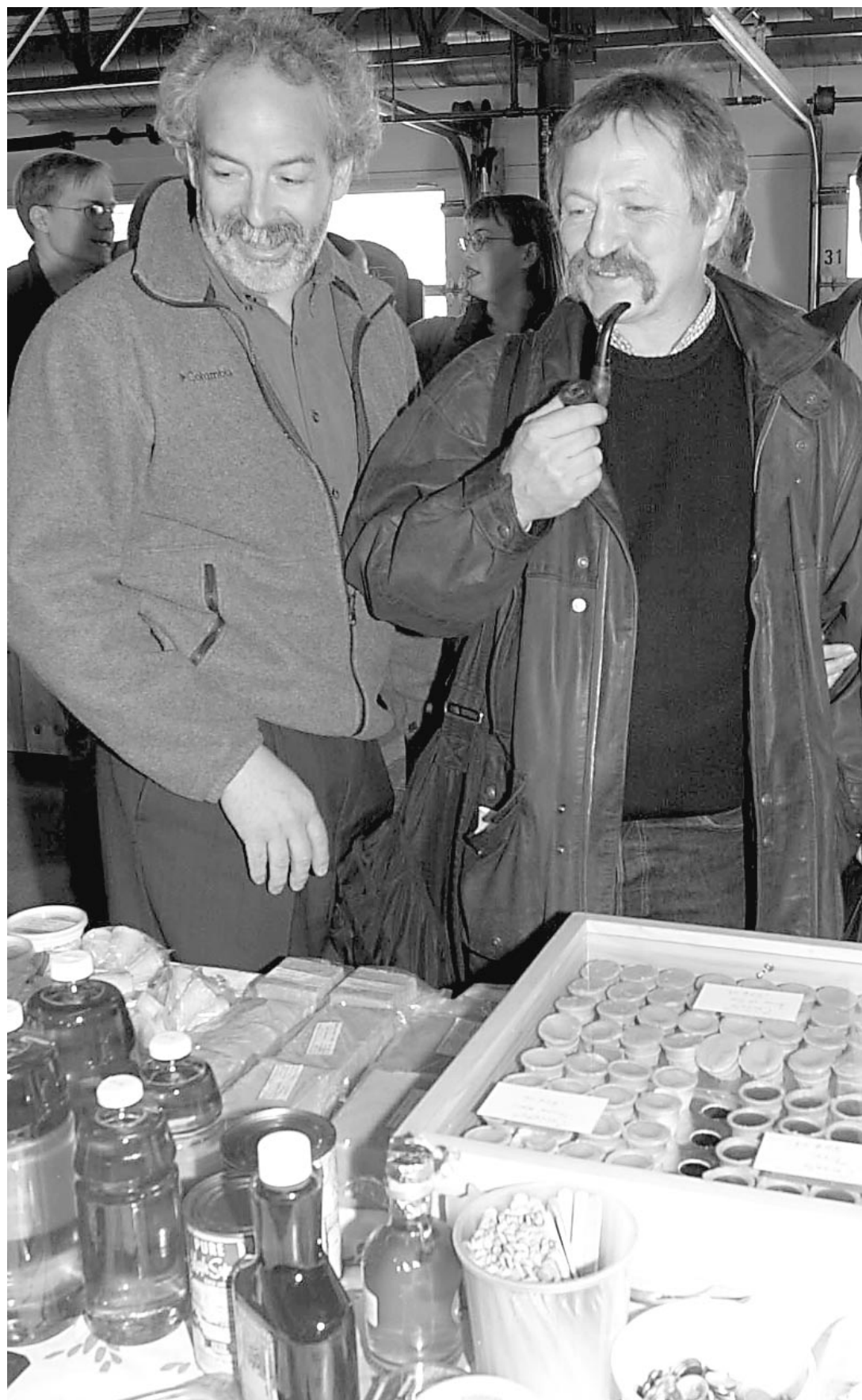
delà du démontage de McDonald's », lance Jean-François Trogrlic, de la Confédération française du travail, opposant de la méthode Bové. Ces contre-propositions, d'autres s'affairent à les mettre sur pied dans l'ombre.

Hector de la Cueva, du Réseau mexicain contre le libre-échange, est l'âme de l'Alliance sociale continentale, l'immense parapluie qui regroupe des milliers de groupes sociaux et de syndicats à travers les Amériques. À l'inverse du Bové médiatique, il est l'un des grands penseurs du mouvement antimondialisation. Pour faire le bilan de ce mouvement, *La Presse* a rencontré cette semaine José Bové et Hector de la Cueva en marge du Sommet des peuples.

Les deux visages de l'antimondialisation



Hector de la Cueva est l'un des grands penseurs du mouvement antimondialisation. C'est l'âme de l'Alliance sociale continentale qui réunit syndicats et groupes sociaux.



Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

José Bové (à droite), le célèbre paysan français, a visité le marché public du Vieux-Port de Québec en compagnie du président de la coopérative qui gère le marché, André Filteau.

HECTOR DE LA CUEVA

« Un référendum hémisphérique sur la ZLEA »

Q LA PRESSE : À quoi concrètement pourrait aboutir le Sommet des peuples ?

R HECTOR DE LA CUEVA : Le but d'un tel sommet, c'est de faire en sorte que les voix des peuples d'Amérique soient entendues. Je crois qu'au cours de ces derniers jours, elles ont été entendues. Pas par les gouvernements, mais par le reste de la société. C'est déjà un objectif concret qui est atteint. Mais nous devons faire plus. Nous devons organiser davantage d'actions, dans chaque pays, afin de faire échec à la logique du libre-échange à travers les Amériques.

Q Est-il réellement possible de faire échec à cette logique de libre-échange ?

R Oui. Qui aurait cru, au Mexique, il y a quelques mois, que les autochtones se rendraient au Congrès pour faire valoir les droits des autochtones dans la Constitution ? Aujourd'hui, ça semble très possible à l'issue d'un incroyable mouvement de protestation, qui a suscité un grand appui populaire.

Alors oui, je crois que nous pourrions atteindre un objectif aussi ambitieux que celui de stopper la ZLEA, si la société civile s'organise.

Q Mais les résolutions adoptées à ce Sommet des peuples sont plutôt vagues. Manque-t-on d'objectifs concrets ?

R Nous sommes encore à construire un plan d'action commun pour ces mouve-

ments extrêmement diversifiés qui forment l'Alliance sociale continentale. Nous avons des paysans sans-terre du Brésil, des syndicats, des groupes autochtones : ces groupes ont des objectifs différents, ce n'est pas évident d'adopter un plan d'action commun. Mais la résistance globale s'organise et augmente son efficacité, c'est certain.

À Québec, nous avons fait un grand pas en avant : tout le monde est clairement contre la ZLEA et ils sont prêts à passer à l'action. La première action concrète des prochains mois sera probablement de réclamer un référendum hémisphérique sur la ZLEA sur la base d'une résolution adoptée à Québec.

Nous voulons montrer que des millions de gens dans l'ensemble des Amériques ne veulent pas de ce projet.

Q Pourquoi les 34 chefs d'État élus démocratiquement n'ont-ils pas la légitimité de négocier un tel accord ?

R Parce qu'ils savent parfaitement que ce qu'ils négocient n'est pas acceptable pour la majorité des gens des Amériques. C'est pour cela qu'ils gardent les textes secrets, qu'ils ont besoin de clôtures et de policiers. Ils ne veulent pas entendre ce que les gens ont à dire.

Les gouvernements se plaignent de la radicalisation de notre mouvement, mais ils en sont les premiers responsables : ce sont eux qui n'agissent pas de façon très civilisée en se cachant derrière des barricades.

Q LA PRESSE : Vous êtes une star de l'antimondialisation. Pourquoi ce mouvement a-t-il besoin de stars ?

R JOSÉ BOVÉ : Je ne me vois pas du tout comme une star. Je suis porte-parole du mouvement paysan et aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, les luttes s'incarnent dans des personnes. Il n'y a pas de concept de star qui tienne.

La presse fait son travail : je ne vais pas lui reprocher de le faire. Je suis un porte-parole, qui exprime au nom des paysans du monde le refus d'une logique économique. J'assume cette responsabilité.

Q Que répondez-vous aux gens qui disent que vous avez l'art de la belle phrase médiatique mais que vous évacuez le discours de fond ?

R Je pense que j'essaie surtout de parler des problèmes de fond, de l'importance du combat contre la ZLEA ou l'OMC. Ce qui est important, c'est d'amener le débat sur la place publique, de le faire sortir hors des murs où s'enferment les chefs d'État.

Q Les médias sont-ils un outil essentiel dans ce genre de lutte ?

R Il faut que l'information circule et les médias font partie des véhicules. Le travail de la presse, répondre à des questions, être vu et entendu, ça fait partie de la démocratie.

Q Qu'est-ce que le Sommet des peuples de Québec va donner concrètement ?

R D'abord, ça montre que les gens réfléchissent, que ce n'est pas qu'un débat d'experts.

Aujourd'hui, il y a une nouvelle légitimité à ce mouvement et les chefs d'État n'ont toujours pas compris qu'il faut que les gens soient partie prenante de cette discussion. L'objectif de rencontres comme celle du Sommet des peuples, c'est montrer qu'il y a un rapport de force qui est en train de se créer.

On lance un cri d'alarme, en quelque sorte, contre ces discussions qui se font dans l'ombre. Déjà, le fait de mettre ça au grand jour est une victoire.

C'est le syndrome Dracula. Il fonctionne la nuit mais au grand jour, il s'effondre.

Q Le mouvement antimondialisation devrait-il avoir recours à la violence comme à Seattle ?

R J'étais à Seattle. Il ne s'est rien passé. Rien de rien. Dire que ça a été l'émeute et la violence, il faut relativiser. Aujourd'hui, on ne parle pas de violence quand des paysans sont chassés de leurs terres. À Seattle, ça a été dérisoire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement dans les rues. En France, je ne suis pas sûr que les choses se seraient passées aussi pacifiquement. Personne n'aurait parlé des deux yitriènes qui sont tombées à Seattle. Aux États-Unis, dès qu'on porte atteinte à la propriété privée, ça prend des proportions gigantesques, alors que nous n'avons absolument pas changé la face du monde.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Un manifestant solitaire invitait hier policiers et manifestants à faire la paix, au cours du premier affrontement du Sommet des Amériques. Photo PC

Les bons, les brutes et les méchants

MARIE-CLAUDE LORTIE

La manifestation d'aujourd'hui est organisée par les mêmes qui ont mis sur pied le Sommet des peuples. Il s'agit de l'Alliance sociale continentale, qui regroupe syndicats et organismes socio-économiques opposés à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Au Québec, l'Alliance est représentée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale; ailleurs au pays par Common Frontiers. Les manifestants auront donc été mobilisés par ce réseau qui inclut des organisations plus classiques: tous les grands syndicats, les regroupements féministes, les environnementalistes, des groupes communautaires et ethno-culturels.

Des groupes religieux ont aussi mobilisés des manifestants, sans oublier les associations étudiantes et un grand nombre d'organismes non gouvernemental (ONG) et populaires. On retrouvera aussi dans la grande marche bon nombre de manifestants sans appartenance à un groupe particulier, mais tout simplement inquiets des répercussions d'une éventuelle ZLEA sur leur qualité de vie.

Les résistants pacifiques

Parmi les participants à la marche, il y aura aussi un certain nombre d'organismes qui croient que pour faire passer son message, il faut à l'occasion opter pour la résistance pacifique et autres actions directes non violentes. On pense évidemment à SALAMI, au FRAPRU ou à certains groupes membres de la coalition Occupation Québec 2001, regroupement d'organismes anti-ZLEA constitué spécifiquement pour le Sommet des Amériques.

Même si ces groupes choisissent l'action directe pacifique, ils sont parfois arrêtés parce que leurs actions sont considérées comme illégales: s'ils bloquent une rue, par exemple, ou s'ils empêchent les policiers de dégager la voie publique pour le passage de dignitaires en s'enchaînant à une structure fixe.

Les plus à gauche

Les ardents défenseurs de la ZLEA aiment bien réduire les manifestants à un groupe de fanatiques de gauche, barbus et prêts à se cadonner à un parcourir pour faire passer leur message.

Ce n'est qu'une minorité, mais le personnage le plus proche de cette caricature se retrouve probablement au sein de la CASA ou de la CLAC. Il s'agit en fait de deux coalitions de groupes de gauche opposés au libre-échange, avec des ramifications chez certains anarchistes et autres militants révoltés contre le « système ».

Ce sont les purs et durs, ceux qui ont organisé la manifestation d'hier. Officiellement, ces groupes ne sont pas en faveur de « la casse », soit le vandalisme contre les symboles du capitalisme, mais ils refusent de la condamner. La vraie violence, disent-ils, c'est celle des multinationales qui déversent leurs déchets toxiques dans les pays en voie de développement ou qui font travailler des enfants pour des salaires minables.

Les vandales

Aucun groupe officiel et identifié ne prône le vandalisme, mais on sait qu'il existe des groupuscules d'anarchistes, qui se forment spontanément sur les lieux des manifestations et qui se font appeler Black Bloc. Ce sont des gens masqués de noir, au visage habillé, pour qui il n'y a rien de mal à détruire la propriété privée, question de faire passer son message!



MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — À défaut de les rencontrer, les militants antimondialisation réussissent peut-être à attirer cet après-midi l'attention des 34 chefs d'État au Sommet des Amériques. Car leur défilé de 25 000 à 30 000 personnes pourrait bien être visible des vitrines du Centre des congrès, qui surplombe la basse ville de Québec.

La Marche des peuples des Amériques, pièce de résistance du Sommet des peuples, doit s'ébranler vers 13 h 30. Plus de 300 autobus sont attendus vers midi au point de ralliement du Vieux-Port, près du chapiteau de ce sommet parallèle qui a attiré cette semaine 2000 militants.

Les autobus viendront de partout: de l'Abitibi, de Boston, de Toronto, du Manitoba, des Maritimes, du Nord-Est américain... « J'en ai qui font 20 heures d'autobus! » lance, ébahi, Jacques Théorêt, un conseiller de la FTQ qui coordonne la logistique entourant cette marche de 3,5 km.

Les organisateurs de la marche, principalement issus du mouvement syndical — la FTQ attend à elle seule 10 000 syndicalistes affiliés du Canada et des États-Unis — espèrent il y a quelques semaines attirer 15 000 personnes pour passer ce message vivant aux partisans du libre-échange panaméricain. Ils parlent maintenant de 25 000 à 30 000 manifestants, malgré certains désistements qu'ils attribuent au « battage médiatique » entourant les mesures de sécurité.

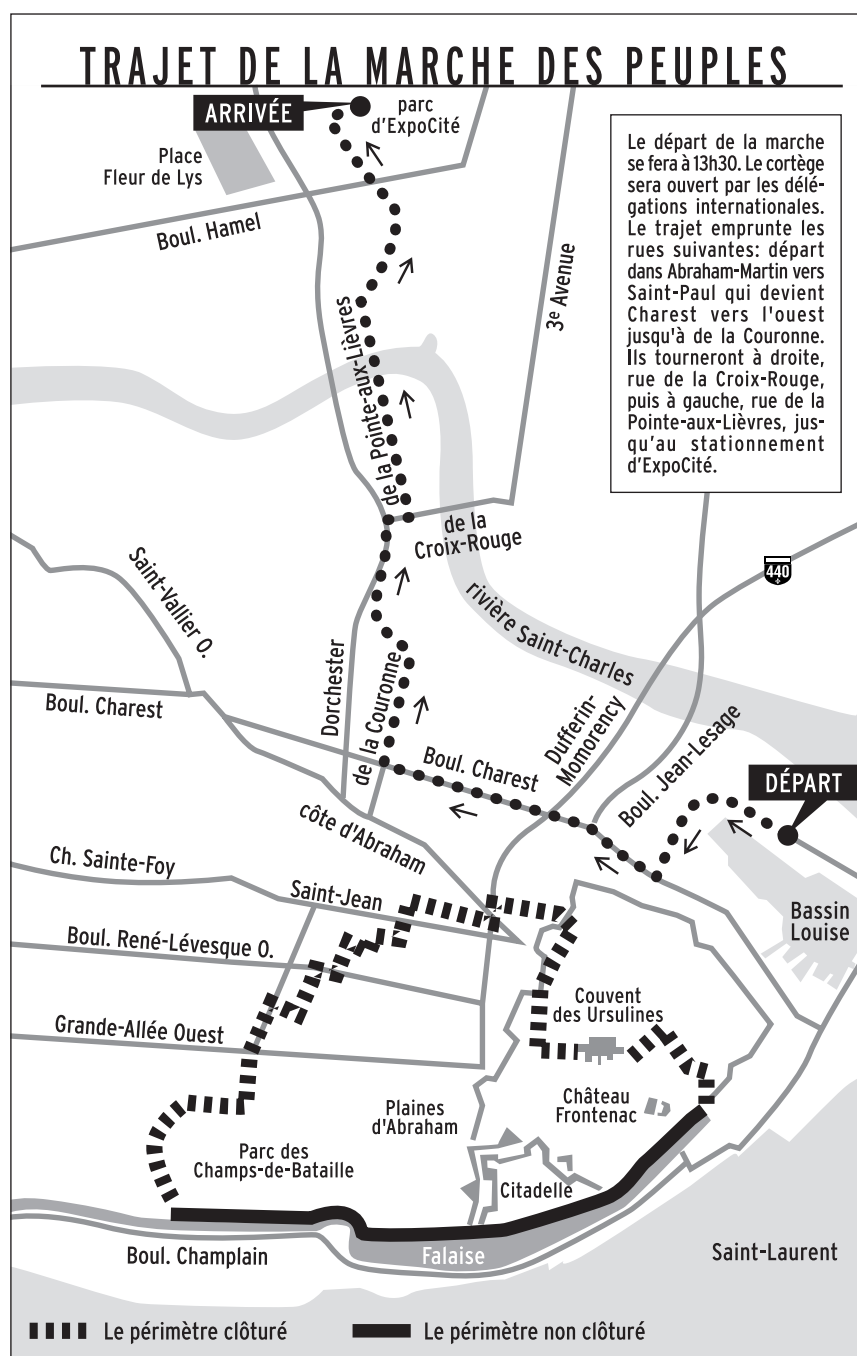
Il a donc fallu opter pour un point de chute plus vaste, le stationnement d'Expo-Cité, un centre de foires de la Ville de Québec. Une scène y sera érigée pour les discours, l'animation et les spectacles qui suivront la marche, entre 16 h et 20 h.

Marche pacifique

« Il s'agit d'une marche de protestation pacifique et haute en couleur », lit-on sur le site Internet du Sommet des peuples. Car le trajet a été dessiné de façon à éviter les affrontements. Du Vieux-Port à Expo-Cité, une zone non résidentielle, il ne s'approche jamais de ce fameux périmètre de sécurité bouclé depuis jeudi midi. « J'ai vu des Saint-Jean-Baptiste pas mal plus risquées que ça! » lance Jacques Théorêt.

Ce trajet prudent est un choix des organisateurs et non des policiers, assure-t-on au Sommet des peuples. « Il faut que ce soit clair: ce ne sont pas eux autres qui nous ont contenu dans des champs », insiste André Leclerc, un des organisateurs.

« Dans notre esprit, cette marche-là n'a pas l'objectif d'empêcher



le Sommet des Amériques d'avoir lieu, de provoquer des affrontements. On veut que notre message passe à cause du nombre et non pas à cause des gestes qu'on va poser. S'il y a des gens qui tentent de changer le caractère de la manif en lançant par exemple des objets dans les vitrines ou n'importe quoi, ils vont être expulsés de la manif.»

Les organisateurs ont obtenu un permis en bonne et due forme et discutent depuis plusieurs semaines dans une relative harmonie avec la police de Québec qui, selon eux, a promis de jouer un rôle discret. À condition que les marcheurs montent leur propre service d'ordre et veillent à contenir les débordements.

Ainsi chaque organisation participante — on en compte au moins 32 parmi un vaste éventail, des féministes aux écologistes en passant par les organisations religieuses ou les étudiants — doit organiser son propre service d'ordre, à raison de quatre membres pour 50 manifestants. Le Sommet des peuples fournira également à tous un service d'ordre où Jean Lapière et ses cols

bleus de Montréal se joindront à d'autres syndicalistes. « Le mouvement syndical fournit un service d'ordre qui est quatre fois plus gros que ce que nécessite normalement le même nombre de personne », explique Jacques Théorêt.

L'exemple de Nice

Ce dernier était à Nice en décembre dernier quand le Sommet européen a mobilisé les militants antimondialisation du monde entier. C'est de la marche syndicale tenue là-bas, dit-il, qu'il s'est inspiré pour Québec. « J'ai vu une marche de 100 000 personnes dans Nice, qui n'est pas une grande ville, sans aucun incident, avec des forces de l'ordre complètement effacées », raconte M. Théorêt.

La clef selon lui: un service d'ordre structuré et une police en retrait. Le lendemain, ajoute-t-il, ces éléments n'étaient pas réunis et une manifestation de 5000 personnes a tourné à l'affrontement.

Les organisateurs de Québec tiennent donc à ce que la police demeure discrète. « Elle n'est absolument pas là pour encadrer les mar-

cheurs, insiste M. Théorêt. On ne devrait pas les voir vraiment, à part quelques motos en avant pour bloquer les rues, c'est tout. C'est ça, l'entente. »

« On n'est pas discret, parce qu'il faut des véhicules de police pour sécuriser le parcours, nuance le lieutenant Denis Robitaille, de la police de Québec. Je ne vous dirai pas que je vais envoyer 50 gars casqués avec des bâtons devant le cortège. Mais il faut quand même sécuriser la rue et les intersections. »

Le lieutenant confirme cependant que la police laissera la chance au service d'ordre de la marche de contenir d'éventuels écarts. « S'ils ne sont pas capables d'en venir à bout, là on va intervenir. »

Les organisateurs de la marche ne prennent guère au sérieux les policiers lorsqu'ils mettent en garde les groupes pacifistes contre l'infiltration de casseurs. « On a beaucoup plus une historique d'infiltration policière dans nos marches, lance Jacques Théorêt. Les services de renseignement qui ont l'occasion de faire un boulot de ce genre-là une fois par dix ans, là ils sont tous énervés. C'est ça qui m'inquiète. Pas les militants. »

André Leclerc, qui organise des manifs avec la FTQ depuis 30 ans, sait néanmoins que certains manifestants ont des intentions moins pacifiques. « Ce qui est probable, c'est que des gens vont suivre la manif et au moment de la dissolution, ils vont peut-être aller faire autre chose, dit-il. Mais s'il y a 30 000 personnes, on n'a aucun moyen d'empêcher ça. »

C'est exactement ce qui s'est passé à Seattle, en 1999, après la grande marche syndicale organisée par la plus grande centrale américaine, l'AFL-CIO, en marge de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce.

« Je pense qu'il y avait un très petit nombre de personnes qu'on pourrait appeler des fauteurs de troubles », dit John Sweeney, président de l'AFL-CIO, rencontré par La Presse au Sommet des peuples cette semaine.

« Mais les 35 000 à 40 000 personnes qui marchaient pacifiquement étaient des gens qui ont respecté l'autorité et qui étaient là pour livrer un message, dit-il. C'est malheureux que les policiers n'aient pas été mieux préparés pour tranquilliser certains manifestants afin de permettre que ceux qui étaient là pacifiquement puissent s'exprimer. »

M. Sweeney n'en estime pas moins que les mesures de sécurité déployées à Québec par les autorités constituent une réaction « incroyablement excessive ».

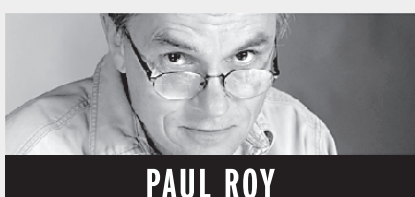
« C'est sûr qu'il va y en avoir, des arrestations, conclut de son côté André Leclerc. On espère juste qu'ils — les policiers — ne vont pas faire un usage excessif de la répression, arrêter des gens juste pour faire du show. »

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Pour Denise Beaudoin, la pauvreté en Colombie n'est pas attribuable à une absence de richesse.

ZLEA et Colombie ne font pas bon ménage



PAUL ROY

QUÉBEC — À entendre Denise Beaudoin, la Colombie a besoin de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) comme d'une balle dans la tête. C'est-à-dire pas du tout. Parce que des balles dans la tête, la Colombie en reçoit plus que sa ration.

« L'an dernier, on a compté 6000 assassinats politiques, ou disparitions, ce qui revient au même », signale cette avocate de 50 ans, ex-chargée de cours à l'UQAM, qui oeuvre depuis cinq ans à la Commission colombienne des juristes (Comision Colombiana de Juristas), à Bogota.

Pour elle, la pauvreté en Colombie n'est pas attribuable à une absence de richesse que pourrait combler la ZLEA, mais à la mauvaise répartition de cette richesse. Et à la guerre.

« La Colombie est un pays en guerre, explique-t-elle. Une guerre intérieure que se livrent l'armée, les groupes paramilitaires (de droite), souvent proches de l'armée, et la guérilla (de gauche). »

Et au milieu du champ de tir : la population, environ 38 millions de personnes. « C'est une guerre où les victimes sont des civils. » L'avocate mentionne ce massacre, à Tibu, qui avait fait 24 victimes, le 6 avril 2000.

« Les paramilitaires disent que les civils qu'ils tuent ou torturent sont des collaborateurs de la guérilla; la guérilla dit que ses victimes sont des collaborateurs des paramilitaires. »

Pourtant, dit-elle, la Colombie est loin d'être démunie. « C'est un beau pays avec de la neige, des montagnes, des plages, des plaines, des jungles... La vie culturelle y est très riche : opéra, spectacles, concerts, cinéma, il y a de très beaux parcs... »

Et le pays possède une des meilleures constitutions au monde, précise-t-elle. Et la Cour constitutionnelle en fait une excellente interprétation, en général. « Mais ça ne sert à rien. Dans les cas de violation des droits de l'homme, l'impunité est de 98 %. Les procureurs de la Couronne sont menacés, tués... »

Et puis il y a la drogue et ses cartels, et une corruption généralisée. Et les exactions commises par les groupes armés. Les paramilitaires ont institué un racket de protection. Tu paies ou tu disparais. Les guérilleros, eux, imposent une taxe, un impôt, à tout le monde. Ce qui revient à peu près au même, encore une fois.

Dangereuse, la vie à Bogota (population : sept millions) ? Oui. « Les défenseurs des droits de la personne, on (les paramilitaires) nous associe aux guérilleros, ce qui nous transforme en cibles. »

Mais la campagne l'est encore plus, dangereuse. « Je ne quitte la ville qu'en avion. La route est trop dangereuse. Des autobus sont souvent interceptés, des passagers tués, kidnappés... »

M^{me} Beaudoin explique que seule, à Bogota, elle ne court pas grand risque. Enfin, pas plus de risques qu'une femme déambulant normalement dans une ville où le taux de criminalité est sensiblement plus élevé qu'à Montréal, disons... Parce que son travail de recherche à la Comision Colombiana de Juristas est parfaitement anonyme. « Le vrai danger, c'est quand je me trouve en présence de mon patron, le directeur de la commission. Lui est beaucoup plus visible. »

Au fait, que faisait-elle au Sommet des peuples, cette semaine ? Elle représentait le Réseau latino-américain des femmes qui transforment l'économie (Red Latinoamerican Mujeres Transformado la Economía).

« Notre hypothèse, c'est que les accords de libre commerce affectent négativement les populations, et particulièrement les femmes. » Il s'est trouvé que ce point de vue fut largement partagé au Sommet des peuples, cette semaine.

Les dirigeants de la Conférence des parlementaires d'Amérique (COPA) ont choisi de se réunir à Québec en même temps que les chefs d'État et de gouvernement à l'occasion du Sommet des Amériques. La Conférence, qui regroupe les parlementaires de 300 assemblées législatives de l'hémisphère occidental, a exigé, en vain, d'être entendue à la table des chefs d'État. Président de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Charbonneau a puissamment contribué à la création de la COPA. Il explique pourquoi ce rendez-vous entre les chefs d'État et les élus est si nécessaire.



« Les gouvernements aiment les Parlements dociles; les « mauvais » Parlements sont ceux qui brassent la cage, qui ralentissent l'action du gouvernement », dit Jean-Pierre Charbonneau.

« Veut-on encore des élus qui nous représentent ? »



DENIS LESSARD

Q LA PRESSE : Pourquoi la Conférence a-t-elle tenu ses assises à Québec, en même temps que le Sommet des Amériques ?

R JEAN-PIERRE CHARBONNEAU : La COPA existe depuis 1997. En 1998, notre association était trop jeune pour avoir une influence sur le Sommet de Santiago. Je trouvais qu'on devait élever le ton. On a su que le prochain sommet se tiendrait à Québec. L'été dernier, à Porto Rico, j'ai proposé aux dirigeants de la COPA de se réunir ici plutôt qu'au Nouveau-Mexique. Je les ai invités au Parlement parce que ce n'était pas un territoire occupé. Il n'y a qu'une personne qui prend les décisions sur la colline parlementaire, c'est moi. Je pensais aussi que la présence des médias ferait que notre message serait mieux entendu.

Q Les chefs d'État sont aussi des élus, n'ont-ils pas autant de légitimité que les députés et sénateurs pour prendre des décisions ?

R Les élus ne veulent pas confronter les chefs d'État, mais on a l'impression que les gens qui les conseillent font totalement abstraction des parlementaires, on a l'impression d'une sorte de mépris à l'égard des parlementaires. Les gens auraient plus confiance en leurs politiciens s'ils sentaient que leurs élus ont un rôle à jouer, que les Parlements ne sont pas marginalisés. Quand les gens ne respectent plus la classe politique, ceux qui font la loi, ils se sentent complètement dédouanés pour passer à côté des lois.

Q Cette fois encore, en dépit de ses attentes, la conférence des parlementaires ne sera pas entendue par les chefs d'État ; est-ce que cela se passe différemment dans d'autres forums ?

R Quand on regarde ce qui se passe en francophonie, il y a une assemblée de parlementaires depuis plus de 30 ans, les sommets de la francophonie existent depuis 12 ans, mais cela a pris une dizaine d'années avant que les chefs d'État y acceptent la présence continue des parlementaires. Ces derniers ont même une quinzaine de minutes pour faire entendre leurs recommandations devant les chefs d'État.

Q Pourquoi tant de réticence de la part des chefs de gouvernement à entendre les parlementaires de leurs assemblées ?

R Les gouvernements aiment les Parlements dociles; les « mauvais » Parlements sont ceux qui brassent la cage, qui ra-



« Quand les gens ne respectent plus la classe politique, ceux qui font la loi, ils se sentent complètement dédouanés pour passer à côté des lois. »

lentissent l'action du gouvernement. Les gouvernements sont pressés par l'opinion publique, par les médias. Ils doivent fournir rapidement des résultats. Comme les élections sont devenues presque présidentielles, les individus qui dirigent veulent prouver qu'ils le font avec efficacité, c'est-à-dire avec rapidité. C'est contraire à la démocratie parlementaire qui est basée sur la gestion du temps. Pour les parlementaires, le temps est une donnée fondamentale, consulter, écouter, analyser, négocier, débattre... tout cela prend du temps. Plus les gouvernements veulent être rapides et efficaces, plus ils veulent « tasser » leur Parlement. Or, la démocratie prend du temps, c'est la règle du jeu. L'Europe a pris bien du temps pour arriver au Traité de Maastricht. Il faut faire les choses correctement, mettre les gens dans le coup, les faire participer.

Q La complexité des enjeux, la spécialisation des négociations commerciales

n'explique-t-elle pas que les élus ne soient absents ?

R Plusieurs le disent, mais quand on y regarde de plus près dans leurs carrières antérieures, plusieurs députés étaient des experts. Ici, par exemple, on a un François Beaulne (PQ-Marguerite D'Youville), c'était un banquier puis un diplomate au ministère des Affaires extérieures du Canada. Cette attitude de faire appel aux « experts » témoigne d'une mentalité, les « sherpas » cultivent cette attitude. C'est trop compliqué pour le monde, pour les députés. Ils font un *power trip* car ils ont un accès au chef d'État dont ne bénéficient pas les élus. On ignore la qualité des élus. Henri-François Gauthier (PLQ-Verdun), Roger Bertrand (PQ-Portneuf), par exemple, sont deux universitaires bien préparés à discuter de ces choses-là. Quand Jacques Baril (Arthabaska) avait encore une ferme, il avait des réflexes d'agriculteur ; quand il intervenait à l'Assemblée, ces derniers se reconnaissaient en lui, la ZLEA soulève bien des questions pour les agriculteurs.

Q Devant le refus des chefs d'État de vous entendre, vous avez dit qu'il fallait s'interroger sur le rôle même des Parlements au XXI^e siècle. Peut-on imaginer un système sans député ?

R Certains pensent qu'on pourrait fonctionner plus efficacement avec un seul élu, à tous les quatre ou cinq ans. Il s'entourerait de spécialistes, et pourrait diriger la société avec des sondages et des sommets pour avoir directement l'« input » des groupes de pression et des associations. C'est le débat du parlementarisme après quatre siècles. Est-ce qu'on veut encore des élus qui nous représentent ? Est-ce qu'on peut faire l'économie de cela ? Peut-être quelqu'un dirigerait-il de façon très éclairée... mais il peut aussi se trouver des gens qui tomberont dans l'abus de pouvoir. Le but même du parlementarisme est de baliser l'exercice du pouvoir autocratique en ne donnant jamais un chèque en blanc à qui que ce soit.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Peu importe l'événement, Jean Soulard, le chef du Château Frontenac, y met toujours la même énergie. Mais, à quelques heures d'un repas de prestige où bien des morceaux du casse-tête viennent à peine d'être mis en place, il n'y a que le plaisir des yeux et du palais qui compte pour lui.

Qu'est-ce qu'on mange?



RICARDO LARRIVÉE

collaboration spéciale

Quand tout le gratin politique d'un continent se réunit pour un week-end à Québec, on est en droit de s'attendre à une fête des plus explosives. Enfin, quand je reçois chez moi, j'aime bien quand ça « swing ». Il ne semble pas que ce soit leur cas. En Europe, quand on veut faire des affaires, on commence par manger. Plus l'affaire est grosse, plus on mange, plus cela coûte cher. C'est sympa comme principe, non ?

« Dis-moi ce que tu manges, je te dirai ce que tu signes. » Si on applique ce principe au Sommet des Amériques, on serait porté à croire que le peu d'enthousiasme apporté aux repas par ces dirigeants laisse présager une grosse vente-débarras cet automne.

Les repas officiels au Sommet des Amériques sont régis par une multitude de choses, mais, entre autres, par une invention très aristocratique appelée protocole. Toutes ces règles en matière d'étiquette, d'honneur et de préséance sont prises très au sérieux par les agents protocolaires. Tellement au sérieux que présentement, la bonne bouffe, ce sont eux qui se l'envoient derrière la cravate. Depuis une semaine, ils goûtent et regoûtent une multitude de menus tous plus alléchants

les uns que les autres sans pouvoir faire un choix définitif, au grand dam de plusieurs des chefs.

De deux choses l'une, ou ils abusent d'une situation des plus agréables, ou l'ordre est de garder secret le menu définitif. Pour les cas où quelqu'un se rendrait chez le producteur de fines herbes pour les empoisonner !

Vous trouvez que j'exagère ? N'oubliez pas que le Château Frontenac a enfin son roi. Louis XIV est en ville et sa cour « s'épivarde » depuis déjà plusieurs semaines pour s'assurer que tout soit à sa convenance. C'est triste que le dimanche des Rameaux soit passé. J'imagine l'entrée spectaculaire qu'il aurait faite à la porte Saint-Jean.

Dans toutes les histoires de rois et de reines, il y a toujours quelques légendes urbaines, question d'agrémenter le récit. Et comme le roi est américain, une touche de « showbiz » ne fait pas de tort.

Cette semaine, en tentant de découvrir ce que ces messieurs allaient se mettre sous la dent, j'ai tout entendu :

>« Il y a trop de portes au Château Frontenac, ce n'est pas sécuritaire. »

>« Les inspecteurs sanitaires veillent au grain 24 heures sur 24, le doigt sur les hottes et les casseroles pour s'assurer de la propreté des lieux. »

>« Il y a des lits de camp dans les cuisines pour les cuisiniers qui ne verront la lumière du jour qu'après le Sommet. »

>« Le président américain a amené saucier, limo et hot-dogs. »

Et la cuisine là-dedans ? Malgré tout ce qui joue contre les maîtres queux affectés aux différents repas officiels, leur envie de se dépasser demeure. Le chef du Château Frontenac, Jean Soulard, est l'un de ceux-là. Peu importe l'événement, il y met toujours la même énergie. Mais à quelques heures d'un repas de prestige où bien des morceaux du casse-tête viennent à peine d'être mis en place, il n'y a que le plaisir des yeux et du palais qui compte pour lui.

Lorsque l'on jette un coup d'oeil au menu du dîner de ce soir, seuls trois services y figurent. La gastronomie semble y être réduite à sa plus simple expression. Il faut comprendre que les hommes politiques des Amériques vivent d'un repas officiel à un autre, selon des horaires très précis. Ces messieurs sont plus habitués au Pepto Bismol qu'au risotto d'orge aux petits légumes.

Jean Soulard y voit le plus beau des défis. En quelques bouchées, la séduction doit faire son oeuvre et les allocutions devenir presque secondaires.

Peu de chefs québécois connaissent et utilisent aussi bien que lui les produits de notre terroir. Pour un cuisinier, une partie importante de la réussite d'un repas protocolaire réside dans la qualité de ses différents fournisseurs alimentaires. On ne parle pas ici de grosses industries, mais bien de petits arti-

sans qui produisent bien souvent un seul produit. Présentement, tous sont sur le pied de guerre, prêts à offrir ce que leur terre a produit de mieux.

Le déjeuner des dames

Le repas le plus intéressant sera, selon moi, celui donné en l'honneur des conjoints des chefs de gouvernement. Fait à noter, c'est le seul menu qui est public. J'ai avoué au chef Soulard ne pas connaître le foie gras de Saint-Apollinaire servi au déjeuner de ces dames. Sa réponse a été des plus simples : « Vous ne le connaîtrez pas non plus. Cet artisan de foie gras ne fournit pas les grands marchés, mais heureux ceux qui le connaissent. »

Les menus sont pensés pour faciliter les échanges entre des individus dont la place à table a soigneusement été étudiée. Ce qui se retrouve dans l'assiette doit être simple à manger et ne pas incommoder un invité. Tout doit être désossé, parfois même déjà tranché de façon à créer l'équilibre entre la conversation et les plaisirs de table. Les plats sont aussi pensés en fonction de certains délais pouvant survenir dans le déroulement de la journée. La qualité de la nourriture ne doit pas en souffrir.

C'est pourquoi l'entrée est presque toujours froide de façon à laisser les cuisiniers se concentrer sur le plat principal. Truite, crabe, petits légumes, fromage de chèvre, canard, rillettes de lapin, sirop d'érable, tout doit être parfait et représentatif. Ces produits seront presque l'unique vitrine de ce que nous sommes culturellement.

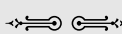
Un burritos avec ça ?

La gastronomie semble y être réduite à sa plus simple expression.

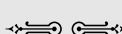
Le samedi 21 avril 2001

Déjeuner

Pour les présidents et chefs d'État



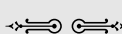
Duo de canard et flétan marinés à la ciboulette sur fines pousses des Éboulements



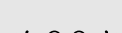
Suprême de pintade farci aux escargots et truffes, légumes grillés et pâtissons, tombée de chanterelles



Tout érable pour le sommet - Trio de crème brûlée, tatin et mousseline



Café, café déca et sélection de thés

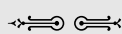


Stewn, Chardonnay, 1997 Barrel Aged, Niagara on the Lake

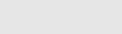
Le samedi 21 avril 2001

Déjeuner

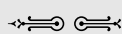
Pour les conjoints des présidents et chefs d'État



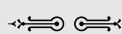
Terrine de foie gras de Saint-Apollinaire aux figues confites et bleuets



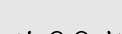
L'omble de Gaspésie aux gourganes et citronnelle



Crème brûlée à l'érable et croquant aux fruits frais



Café, café déca et sélection de thés

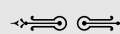


Gewurztraminer, VQA, Vineland, Niagara Falls, Canada 1998

Le dimanche 22 avril 2001

Brunch

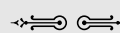
Pour les présidents et chefs d'État



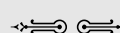
Rillettes de lapin de Saint-Apollinaire aux tomates séchées, estragon et chutney maison



Stédaillon de truite au crabe des neiges et risotto d'orge aux petits légumes, sauce américaine, mini-légumes et poivrons grillés



Tatin de poire à l'anis et sa glace de chèvre et cannelle



Café, café déca et sélection de thés



Stewn, Chardonnay, 1997 Barrel Aged, Niagara on the Lake Inniskillin, VQA, Cabernet Franc, rouge

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Le Sommet, jour 1

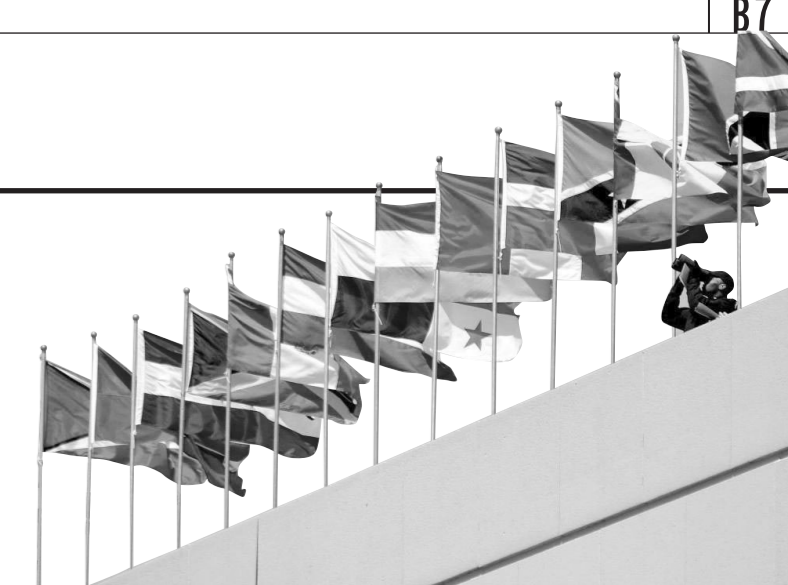
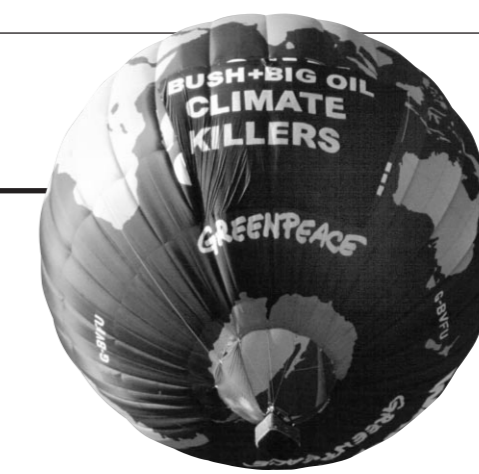


Photo AP

Photo AFP

LAURA-JULIE PERREAULT

La première journée du Sommet des Amériques a pris son envol dans le décorum, avec l'arrivée à l'aéroport Jean-Lesage des chefs d'État, dont le président américain George W. Bush. Mais rapidement, les manifestants ont volé la vedette aux leaders des 34 pays représentés.

La musique des clairons a été remplacée par le sifflement des bombes lacrymogènes et fumigènes dès 14 h, quand des protestataires téméraires s'en sont pris à l'enceinte de béton et de barbelés qui protège le coeur de la ville de Québec.

Balles de plastique, billes en verre, cocktails Molotov ont fait partie du dialogue musclé que les policiers et plusieurs groupes de manifestants ont entretenu pendant des heures. Plusieurs individus ont été arrêtés et un policier a été blessé pendant les échauffourées.

L'ouverture officielle du Sommet a été retardée de plusieurs heures, mais a finalement eu lieu hier soir au Centre des congrès de Québec.



Photo REUTERS



Photo AFP

La rencontre des masques. Policiers et activistes antimondialisation se font face sur le boulevard René-Lévesque de Québec.



Photo AFP

Plus de 6000 soldats et policiers ont été déployés à Québec pour assurer la sécurité des 34 chefs d'État qui sont à Québec jusqu'à demain pour le 3^e Sommet des Amériques.

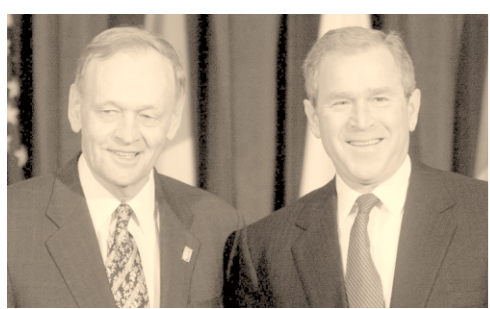


Photo REUTERS

Jean Chrétien a accueilli George W. Bush.



Photo AFP

Un hélicoptère a transporté le président américain et sa femme de l'aéroport de Québec jusqu'à la Citadelle de la Vieille Capitale.



Photo REUTERS

Plusieurs manifestants, appréhendant les bonbonnes de gaz des policiers, portaient masques et lunettes hier, avant même le début des confrontations avec les forces de l'ordre.



Photo AP

Un manifestant antimondialisation a mis à l'épreuve la théorie qui lui a été enseignée lors d'un séminaire sur la désobéissance civile pour faire tomber un pan de la clôture qui ceinture le centre-ville de Québec pour le Sommet des Amériques.



Photo PC

La colère d'un activiste a abouti dans le pare-brise d'une automobile appartenant à une station de télévision, qui était stationnée à quelques mètres du Grand Théâtre de Québec.



Un manifestant a eu chaud en tentant d'échapper aux flammes d'un cocktail Molotov qui a éclaté lors des premières manifestations entourant le Sommet des Amériques.

Photo PC



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un manifestant reçoit les premiers soins d'un assistant médical, après avoir été aveuglé par la fumée des gaz lacrymogènes.



Photo REUTERS

Les manifestants ont réussi à faire tomber une partie de la clôture qui barrait l'accès à la colline parlementaire, mais des centaines de policiers ont formé une barrière humaine pour les empêcher de pénétrer à l'intérieur du périmètre de sécurité.



SOMMET DES AMÉRIQUES DU 20 AU 22 AVRIL 2001

CE N'EST QUAND MÊME PAS TOUS LES JOURS QU'ON PEUT VOIR RÉUNIS AUTANT DE PAYS OÙ L'ON RISQUE SA PEAU POUR UNE INFO.

Argentine, Brésil, Canada, Colombie, Guatemala, Haïti, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela. Dans ces 11 pays, participant tous au Sommet des Amériques, 90 journalistes ont été tués au cours de ces dix dernières années. Sans que les autorités de certains de ces pays fassent grand-chose pour trouver leurs assassins : près de 90 % de ces crimes sont toujours impunis.

reporters sans frontières

FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC

Bernard-le-calme

Landry pense plus à Jonquière qu'à Caracas



Un Bernard Landry flegmatique, qui souhaite la bienvenue même quand sa « capitale nationale » passe littéralement sous contrôle fédéral : on est bien loin des « chiffons rouges », la déclaration de février qui avait l'air d'une déclaration de guerre au Canada anglais.

Depuis plusieurs jours, deux plans de match presque contradictoires circulaient dans les officines du gouvernement du Québec.

Dans l'entourage de la ministre Louise Beaudoin, et à son ministère des Relations internationales, on avait un plan d'occupation beaucoup plus systématique du territoire. Avec une grosse équipe de fonctionnaires — 40 personnes étaient mobilisées —, on avait mis sur pied une importante salle de presse, pour riposter pratiquement d'heure en heure aux développements du Sommet des Amériques. Bernard Landry et Louise Beaudoin devaient rester disponibles pour répliquer aux déclarations du Sommet.

Les points de presse « quasi



Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, en compagnie du président mexicain, Vicente Fox, au cours d'une rencontre hier à Montréal.

quotidiens » devaient suivre l'imposante conférence de presse faite la semaine dernière par Pauline Marois et une brochette de ministres. M. Landry devait rencontrer les journalistes après les réunions bilatérales avec les quatre chefs d'État qui avaient accepté de le rencontrer.

Mais celui-ci avait un tout autre programme, bien plus discret.

Car par les temps qui courent au

bureau de M. Landry, on pense bien davantage à Saint-Jovite et Jonquière qu'à Caracas et Quito.

Avec une série d'élections partielles à venir — on décidera la semaine prochaine si ces élections seront déclenchées avant ou après les vacances d'été —, l'heure est plus à la stratégie intérieure qu'aux grandes manœuvres sur la scène internationale. Depuis un mois, la permanence du PQ est décapitée, mais on pense avoir trouvé un nouveau directeur général en Michel Goyer, un militant de longue date dans la région de Laval.

Les stratèges autour de Bernard Landry savent bien que les électeurs n'aiment pas le voir systématiquement déchirer sa chemise et s'attaquer à Ottawa. L'épisode des « chiffons rouges » et du « Canada néfaste » laissait clairement un goût amer aux électeurs. Avant même son entrée en fonction, M. Landry se l'était fait dire noir sur blanc dans une enquête menée par Léger Marketing.

Il devait donc donner l'image d'un premier ministre capable de rester placide, même s'il dut parfois serrer les dents.

Son entourage vérifia rapidement les circonstances des déclarations incendiaires du secrétaire d'État fédéral, Gilbert Normand, qui avait soutenu que le nationalisme de M. Landry était « ethnique et exclusif ». On baissa vite la garde quand il fut évident que cette sortie ne faisait pas partie d'un plan orchestré par Ottawa. Quelques journalistes en mal de copie auront vite fait dérapé le politicien très malhabile.

Même prudence quand le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, lança que les organisateurs fédéraux avaient arraché les bannières de bienvenue de Québec. À l'habituelle guerre Ottawa-Québec, « il manque un belligérant » dira le lendemain le premier ministre quand il fut évident qu'une simple erreur technique avait mis le feu aux poudres. Les points de presse de Bernard Landry après ses rencontres bilatérales disparurent comme par enchantement. Il ne pouvait de toute façon parler du contenu des rencontres, expliqua-t-on, avant que le président mexicain Vicente Fox lui, bien à l'aise, ne discute ouvertement de son entretien avec M. Landry.

La décision de M. Landry de se montrer discret était d'autant plus juste qu'un sondage CROP venait, à quelques jours du Sommet, montrer que les Québécois étaient de son avis : 67 % des gens pensent que le gouvernement fédéral aurait dû lui permettre d'adresser un mot de bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement.

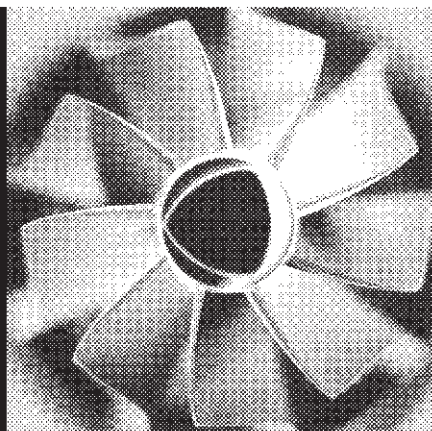
Des événements extérieurs lui auront aussi donné raison. Comme prévu, la Conférence des parlementaires des Amériques a fustigé les dirigeants qui ne voulaient pas les entendre, le Sommet des peuples a lui aussi cassé du sucre sur le dos du club sélect où le Québec n'avait pas droit de cité.

Lui qui avait commencé par pousser les hauts cris, soutenant qu'il était « honteux » que les organisateurs du Sommet des Amériques ne laissent pas le premier ministre du Québec s'adresser aux chefs d'État, ne voulait plus marteler ce clou, dès que la visite arriva. Il se contenta d'un seul message : « Le Québec est une nation », remarque qui, insistait-il, fait consensus entre lui et le chef de l'opposition, Jean Charest.

Une seule fois il a paru se faire plaisir et faire un pied de nez au Canada anglais. Devant les membres de la Conférence des parlementaires, longuement, il s'est exprimé en français, puis en espagnol, mais jamais en anglais.



Complètement turbo



Une seule compagnie offre une gamme complète de véhicules à turbocompression. Devinez qui?

SAAB 9-3

Caractéristiques

- Moteur 2 L turbo Ecopower 4 cylindres
- Système OnStar
- Sièges avant et miroirs chauffants
- Traction asservie (TCS)
- Appuis-tête actifs Saab (SAHR) à l'avant
- Climatisation

Taux de location À partir de
1,9% **449 \$** Mois
Baï de 36 mois
Comptant de 4595 \$

Si vous dites Saab, vous gagnez. Mais pourquoi doter chaque véhicule d'un moteur à turbocompression? Pour la sécurité. Un moteur turbocompressé est une source de puissance plus efficace. Une puissance qui réagit, instantanément, à toutes demandes d'accélération. Chaque Saab est donc conçue pour offrir au conducteur toutes les options possibles afin de parer à un éventuel accident. Faites-en l'essai et voyez par vous-même. La puissance est synonyme de sécurité qui elle, est synonyme de Saab.

1 888 888-SAAB www.saabcanada.com



Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturndeblainville.saturncanada.com
(Autoroute 15, sortie 25)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com
(Angle Cathcart et McGill College)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassaauto.com

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com
(Route 132 et pont Champlain)

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374
www.saturndeterrebonne.saturncanada.com
(Autoroute 25 nord, sortie 22 est)

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com
(Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

* Cette mensualité est calculée pour une Saab 9-3 1.9T avec un PDSF de 34 740 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails.



Qu'ont en commun
Le Shawinigate, Harry Potter et Napster?

cyberpresse.ca leur a consacré un dossier

Revue - Analyses - Chroniques - Biographies - Répertoires d'hyperliens

cyberpresse.ca

Pour tout savoir sur les sujets chauds de l'heure. Consultez www.cyberpresse.ca/dossiers



2951890

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

21 avril 2001

Page B9 manquante

Le vicaire général du diocèse de Montréal s'éteint à 57 ans

SYLVAIN LAROCQUE

M^{re} Robert Beaupré, vicaire général du diocèse de Montréal jusqu'en mars dernier, est mort mercredi à l'âge de 57 ans.

« M^{re} Beaupré souffrait depuis plusieurs années d'une forme de leucémie, confie l'archevêque de Montréal, le cardinal Jean-Claude Turcotte. Il savait qu'il n'en avait plus que pour 10 ans à vivre, mais il acceptait sereinement son état de santé. Malgré la maladie, il a continué à travailler et à se consacrer à l'Église. »

Dans le cadre de ses fonctions, M^{re} Beaupré coordonnait les travaux de nombreux conseils et comités pastoraux, en plus d'agir à titre d'administrateur du diocèse lors des absences de l'archevêque à l'extérieur du pays.

« Je me rappellerai de lui comme d'un homme calme, intelligent et d'une très grande capacité de travail », ajoute le cardinal Turcotte.

Né à Montréal le 28 juillet 1943, M^{re} Beaupré a été ordonné prêtre le 1^{er} juin 1968. De 1973 à 1976, à l'initiative du cardinal Turcotte, alors vicaire de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, il va étudier à Rome, où il obtient une maîtrise en théologie. Rentré à Montréal, il devient adjoint au coordonnateur de la pastorale pour les questions sociales avant d'être nommé, en 1988, directeur par intérim de l'Office des oeuvres du diocèse de Montréal. Il est promu vicaire général en septembre 1990.

« Il était très sensible aux problèmes de pauvreté et d'immigration, souligne le cardinal. Il a aidé de nombreux étrangers à immigrer ici. »

L'état de santé de M^{re} Beaupré avait commencé à se dégrader l'été dernier. « Il avait tenté de reprendre le boulot en novembre,



PHOTOTHÈQUE La Presse

L'abbé Robert Beaupré en 1988.

mais il a vite dû abandonner, à regret, précise le cardinal Turcotte. C'était vraiment un homme d'action et de service. »

Le successeur de M^{re} Beaupré au poste de vicaire général du diocèse de Montréal est M^{re} Louis Dicaire, qui était jusqu'à tout récemment responsable des réaménagements pastoraux.

Les funérailles de M^{re} Beaupré, qui seront célébrées par le cardinal Turcotte, auront lieu lundi matin à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde. — avec PC

Licencié une deuxième fois

SYLVAIN LAROCQUE

CLAUDE CORBEIL, l'un des 150 camionneurs qui avaient été licenciés par Métro-Richelieu en 1993, puis réintégré à l'issue d'un règlement de plusieurs millions en 1998, vient d'être licencié une nouvelle fois.

« Mes médecins me disent inapte au travail, mais le spécialiste retenu par Métro soutient que je suis apte. Alors ils (les patrons) m'ont congédié. » Durement éprouvé par le conflit qui s'est étiré sur plus de cinq ans, M. Corbeil souffre depuis d'une profonde dépression.

En 1998, les camionneurs congédiés avaient voté à 88 % en faveur du règlement intervenu entre le syndicat et Métro, mais M. Corbeil et une vingtaine de ses collègues s'en disent mécontents.

À l'instar de cinq autres camionneurs, M. Corbeil a déposé une poursuite (plus de 750 000 \$ dans son cas) contre son syndicat et la CSN. Peu inquiet de cette procédure, Luc Proulx, coordonnateur des services à la Fédération du commerce de la CSN, soutient que M. Corbeil a déjà encaissé la compensation qui lui était accordée (environ 5000 \$), ce qui peut donner l'impression qu'il acceptait le règlement à l'époque.

Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'il poursuit la CSN que M. Corbeil s'empêchera de recourir à la centrale syndicale pour l'aider à contester ce nouveau congédiement. « Ils sont obligés de me défendre en vertu du Code du travail », insiste M. Corbeil. Le représentant de la CSN acquiesce. « Il n'a pas à s'inquiéter, nous le défendrons adéquatement », affirme M. Proulx. Le processus judiciaire se poursuivra le mois prochain.

L'événement Autour de la roue!

OFFRES SPÉCIALES!

PNEUS de marque

Jusqu'à

42%

de rabais sur les prix de détail suggérés* par le fabricant.

Exemple:

Goodyear Club P185/65R14
(convient à l'Escort et à la Focus)

69⁹⁵\$*

incluant les frais d'installation.
PDSF 112,60 \$

Aussi autres dimensions de pneus de marques réputées offertes à prix concurrentiels.

Continental^{md}/General^{md} Michelin^{md}
Uniroyal^{md} Bridgestone^{md} Firestone^{md}
Goodyear^{md}

*Toutes les garanties courantes des fabricants de pneus s'appliquent. Équilibrage des pneus en sus. Taxes et droits gouvernementaux de 3,00 \$ par pneu en sus. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Chez les concessionnaires Ford participants. Certains concessionnaires peuvent ne pas offrir la gamme complète des marques de pneus annoncées. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 10 juin 2001.

FREINS

Motorcraft^{md}
« Valeur Plus »

Installation de plaquettes de freins avant ou arrière Motorcraft sur la plupart des voitures et camionnettes Ford.

99⁹⁹\$*

Motorcraft « Valeur Plus »

Comprend :

- Les pièces et la main-d'œuvre
- La garantie longue durée!

*Usage des disques et des tambours exclu (si requis).
*La garantie s'applique aux pièces soumises à des conditions normales d'utilisation à des fins non commerciales, tant que le propriétaire initial possède le véhicule. Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Taxes applicables en sus. Certaines conditions s'appliquent. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 10 juin 2001.

Service de Qualité^{mc}

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.ford.ca